



www.resilientcolleges.ca

**Mémoire au
Comité permanent des finances de la Chambre des communes
présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires
en prévision du budget fédéral de 2022**

Les Collèges canadiens pour une relance économique résiliente

Août 2021

RECOMMANDATIONS

Recommandation 1

Que le gouvernement du Canada veille à ce que les travailleurs profitent pleinement de la reprise post-COVID-19 en assurant la collaboration entre les gouvernements, les centres de formation et les employeurs sur des projets qui permettront de créer et de conserver des emplois de qualité, qui seront bons pour l'environnement et inclusifs et qui s'attaqueront aux inégalités socioéconomiques.

Recommandation 2

Que le gouvernement du Canada s'engage à travailler avec Les Collèges canadiens pour une relance économique résiliente dans le but de former jusqu'à 50 000 personnes, partout au Canada, pour leur permettre d'acquérir les compétences spécialisées nécessaires afin de travailler dans des secteurs à forte croissance de l'économie à faibles émissions de carbone.

Recommandation 3

Que le gouvernement du Canada finance les programmes de formation et d'acquisition de compétences des collèges, des cégeps, des instituts et des écoles polytechniques en offrant du soutien pour le paiement des frais de scolarité, pour l'élaboration de programmes d'études, pour des programmes d'aide destinés aux Autochtones et aux jeunes, ainsi qu'un appui financier direct aux Collèges canadiens pour une relance économique résiliente dans le budget fédéral de 2022.

INTRODUCTION

Les Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (C2R2) ont le plaisir de présenter leurs recommandations en prévision du budget fédéral de 2022.

COLLÈGES CANADIENS POUR UNE RELANCE ÉCONOMIQUE RÉSILIENTE

Les C2R2 représentent un groupe de collèges, de cégeps, d'instituts et d'écoles polytechniques de partout au Canada qui sont à l'avant-garde de l'action climatique et qui unissent leurs forces pour former une main-d'œuvre capable de soutenir une nouvelle relance économique axée sur le climat, après la pandémie. Les C2R2 et Collèges et instituts Canada (CICan) ont formé une affiliation spéciale, avec un engagement commun envers la durabilité environnementale et la reprise économique résiliente.

Les C2R2 sont une coalition de 15 membres de CICan réunis pour mener des initiatives dans les domaines de la formation et de la recherche appliquée, ainsi que des projets de démonstration afin de favoriser le développement des compétences pour une économie verte. Grâce à leur adhésion commune et à leur collaboration, CICan et les C2R2 peuvent, ensemble, promouvoir et positionner le secteur, en tant qu'acteurs clés d'une relance économique résiliente au Canada. Les membres des C2R2 sont des leaders reconnus en matière de durabilité environnementale et de lutte contre les changements climatiques. Ils participent au développement de solutions transférables et évolutives, à l'appui d'une reprise économique résiliente.

Les C2R2 soutiennent des projets partout au Canada qui :

- favorisent une reprise permettant de créer de bons emplois;
- ont des effets positifs sur l'environnement;
- s'attaquent aux inégalités socioéconomiques.

Les C2R2 ont été créés en réponse directe aux cinq mesures audacieuses et aux 22 recommandations du Groupe de travail pour une reprise économique résiliente. Une reprise résiliente est une reprise qui « crée de bons emplois, est positive pour l'environnement et s'attaque aux inégalités ».

Comme l'a déclaré Ron McKerlie, président du Collège Mohawk et des Collèges canadiens pour une relance économique résiliente :

« Le Collège Mohawk croit qu'il est temps de travailler en faveur d'une reprise résiliente axée sur une économie à faibles émissions de carbone, circulaire et socialement inclusive au Canada. Il n'a jamais été aussi important, pour notre pays, d'investir judicieusement pour les générations futures. Nous croyons qu'une réponse stratégique du milieu collégial canadien peut aider à combler le déficit de compétences qui, si l'on ne fait rien, pourrait ralentir ou entraver sérieusement la relance économique tant espérée. »

VUE D'ENSEMBLE

Dans son discours du Trône de septembre 2020, le gouvernement fédéral s'est engagé à faire « le plus grand investissement de l'histoire du Canada dans la formation des travailleurs ». Cet investissement serait un volet essentiel de l'ambitieux objectif fédéral de création de plus d'un million d'emplois, afin de ramener l'emploi à son niveau d'avant la pandémie.

Pour que cet engagement se réalise, le gouvernement doit se concentrer sur la reconstruction, en mettant les Canadiens en bonne position pour réussir dans les emplois et les secteurs du futur. Cela commence par un investissement dans la formation et la reconversion axées sur une économie verte. Le gouvernement doit aussi trouver les partenaires capables d'optimiser les retombées des dépenses fédérales dans la formation de la main-d'œuvre. Plus précisément, pour qu'un investissement générationnel dans la formation ait un effet profond et durable sur la qualification des travailleurs – en particulier chez les Autochtones et les jeunes Canadiens qui cherchent à tirer leur épingle du jeu dans une économie en mutation –, le gouvernement doit miser sur des programmes inclusifs préparant les travailleurs aux emplois verts d'aujourd'hui et de demain qui sont axés sur la durabilité.

Les partenaires du gouvernement en matière de formation professionnelle doivent aussi pouvoir collaborer avec les employeurs locaux pour comprendre leurs besoins actuels et futurs avec le développement et l'application de nouvelles technologies.

Les travailleurs doivent être la pierre angulaire d'une économie qui sera plus forte et plus résiliente après la pandémie de COVID-19. Pour que les travailleurs profitent pleinement de la reprise post-COVID-19, les gouvernements, les centres de formation et les employeurs doivent travailler ensemble sur des projets qui permettront de créer et de conserver des emplois de qualité, qui seront bons pour l'environnement et inclusifs et qui s'attaqueront aux inégalités socioéconomiques.

Recommandation 1 : Que le gouvernement du Canada veuille à ce que les travailleurs profitent pleinement de la reprise post-COVID-19 en assurant la collaboration entre les gouvernements, les centres de formation et les employeurs sur des projets qui permettront de créer et de conserver des emplois de qualité, qui seront bons pour l'environnement et inclusifs et qui s'attaqueront aux inégalités socioéconomiques.

PARTENAIRES POUR LA FORMATION ET LA CRÉATION D'EMPLOIS DURABLES

Les besoins, en ce qui concerne la création d'emplois durables, ne seront pas les mêmes partout au pays. Une grande partie du travail se fera dans des secteurs existants en pleine croissance, notamment dans les domaines de l'efficacité énergétique, des bâtiments écologiques ainsi que des énergies et des technologies propres. Mais les secteurs émergents auront également besoin d'un sérieux investissement dans le développement des compétences. Ainsi, qu'il s'agisse de mettre sur pied un tout nouveau programme d'études pour les personnes qui entrent dans le secteur émergent de l'hydrogène en Alberta ou d'offrir des programmes de mise à jour des compétences aux

travailleurs de l'industrie en pleine expansion de la construction de véhicules électriques en Ontario, les possibilités stratégiques pour le Canada sont très importantes.

Les Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (C2R2) sont le fruit d'un partenariat entre des établissements de premier plan de partout au Canada voués au développement et au déploiement de solutions à grande échelle. Les membres des C2R2 sont particulièrement bien placés pour améliorer, développer et mettre en œuvre des programmes de formation reproductibles et adaptables à l'échelle nationale, afin d'avoir des travailleurs qualifiés pour occuper les emplois verts d'aujourd'hui et de demain. C'est la raison pour laquelle le *Groupe de travail pour une reprise économique résiliente* a demandé aux C2R2 d'être des partenaires clés dans un investissement fédéral de 1,25 milliard de dollars destiné au développement de la main-d'œuvre dans les domaines de l'efficacité énergétique et l'adaptation aux changements climatiques¹.

Les membres des C2R2 comprennent que pour profiter pleinement des emplois créés grâce à de tels investissements, nous devons constamment communiquer et collaborer avec les employeurs afin de savoir où se trouvent les nouveaux débouchés, puis d'élaborer divers programmes pour former les travailleurs aux emplois possibles.

Les membres des C2R2 croient qu'en trois ans, avec un financement fédéral adéquat, nous pouvons former jusqu'à 50 000 personnes, dans tout le pays, afin de leur permettre d'acquérir les compétences spécialisées nécessaires pour travailler dans les secteurs à forte croissance de l'économie à faibles émissions de carbone.

Pour atteindre cet objectif, nous nous concentrerons sur les points suivants :

- **programme d'études** : mise en œuvre et expansion rapides des initiatives concernant les programmes d'études axés sur la formation des travailleurs pour une reprise économique résiliente (y compris dans les solutions à faibles émissions de carbone, la santé et le bien-être, les arts créatifs, la technologie et les infrastructures);
- **projets de démonstration** : promotion de « projets de démonstration pour une relance économique résiliente », conformément aux recommandations du Groupe de travail pour une reprise économique résiliente, afin de faire la démonstration de techniques innovantes permettant de réduire considérablement le coût, le temps et la perturbation par les clients de projets durables;
- **recherche** : promotion de « projets de recherche appliquée pour une relance économique résiliente », conformément aux recommandations du Groupe de travail pour une reprise économique résiliente et d'autres initiatives fédérales connexes.

¹ Groupe de travail pour une reprise économique résiliente, recommandation 1.3, [UN PONT VERS L'AVENIR : RAPPORT FINAL DU GROUPE DE TRAVAIL POUR UNE REPRISÉ ÉCONOMIQUE RÉSILIENTE SEPTEMBRE PDF](#).

Recommandation 2 : Que le gouvernement du Canada s’engage à travailler avec Les Collèges canadiens pour une relance économique résiliente dans le but de former jusqu’à 50 000 personnes, partout au Canada, pour leur permettre d’acquérir les compétences spécialisées nécessaires afin de travailler dans des secteurs à forte croissance de l’économie à faibles émissions de carbone.

Budget de 2022

Selon nos calculs, 2,33 milliards de dollars, des 54,4 milliards évoqués par le Groupe de travail pour une reprise résiliente, pourraient être injectés de manière efficace et productive dans le secteur collégial canadien pour le renforcement des capacités de formation, la formation elle-même et le soutien à la formation, ainsi que dans les projets de démonstration liés à la formation (avec des investissements des provinces, des territoires, des municipalités et du secteur privé) et dans la R et D appliquée axée sur la relance économique (avec aussi des investissements exploitables).

Pour renforcer son soutien à la formation et à la création d’emplois dont il a fait état dans son budget de 2021, le gouvernement fédéral devrait indiquer clairement dans le budget de 2022 son intention d’atteindre ses objectifs ambitieux de création d’emplois en investissant dans les domaines suivants :

- aide pour le paiement des frais de scolarité des étudiants en formation, au coût de un milliard de dollars sur cinq ans;
- développement d’un programme d’études national, tel que décrit dans l’ébauche de proposition de développement d’un programme d’études national des C2R2, afin d’assurer l’élaboration d’un programme adaptable et libre d’accès, au coût de 75 millions de dollars sur 5 ans²;

² Afin de tendre vers cet objectif, les C2R2 ont soumis trois propositions pour le Programme d’appui aux initiatives sectorielles d’EDSC. L’une d’elles permettra : i) d’instaurer un modèle de collaboration pour mettre à profit l’expertise de l’ensemble des collèges, cégeps, écoles polytechniques et instituts et élaborer des programmes d’études communs dans un maximum de 10 domaines (dont les huit désignés par EDSC, à savoir : l’agriculture et la transformation des aliments; la construction; les technologies de l’information et des communications; la santé; le secteur manufacturier; les ressources naturelles et l’environnement; le tourisme et l’hôtellerie; les transports; les technologies propres et les industries créatives); ii) de mener des activités conjointes de création de programmes d’études nationaux dans tous les domaines, avec l’appui des groupes sectoriels de l’industrie et d’autres acteurs, en mettant l’accent sur l’inclusion des groupes défavorisés; iii) de voir les possibilités d’apprentissage assisté par la technologie, d’apprentissage intégré au travail et d’utilisation de ressources éducatives libres; iv) de déterminer les besoins pour le développement d’objets d’apprentissage libres d’accès pour chaque domaine, qui seront commandés, créés et conservés selon les besoins; v) de recommander de nouveaux

- soutien aux programmes destinés aux Autochtones et aux jeunes, et garantie d'un accès équitable et de la réduction des obstacles, dans une optique d'équité, de diversité et d'inclusion, au coût de 25 millions de dollars sur cinq ans;
- aide pour la recherche appliquée axée sur le développement, la mise à l'essai et le déploiement par l'industrie de technologies favorisant l'efficacité énergétique et la réduction des gaz à effet de serre, au coût de 15 millions de dollars sur cinq ans;
- appui direct aux C2R2 pour la coordination générale des programmes d'études, la recherche, les expériences professionnelles, les programmes et aides en matière d'équité, de diversité et d'inclusion, et le renforcement des capacités de formation, la formation en tant que telle et l'aide à la formation, au coût de 10 millions de dollars.

Afin que la création d'emplois favorise une reprise économique durable, les C2R2 demandent aussi au gouvernement fédéral que des fonds soient prévus dans le budget de 2022 pour les organismes et les institutions admissibles capables d'élaborer des plans de formation et des programmes.

Recommandation 3 : Que le gouvernement du Canada finance les programmes de formation et d'acquisition de compétences des collèges, des cégeps, des instituts et des écoles polytechniques en offrant du soutien pour le paiement des frais de scolarité, pour l'élaboration de programmes d'études, pour des programmes d'aide destinés aux Autochtones et aux jeunes, ainsi qu'un appui financier direct aux Collèges canadiens pour une relance économique résiliente dans le budget fédéral de 2022.

programmes d'études nationaux soutenus par des investissements fédéraux, provinciaux et territoriaux et qui figureront dans un registre national.